

DEUXIÈME PARTIE

Étude critique de documents d'histoire

Sujet : Gouverner la France depuis 1946.

CONSIGNE :

Montrez que ces deux documents témoignent de conceptions différentes du rôle et de l'action de l'État en France.

En quoi le contexte de chacun de ces documents permet-il de comprendre ces conceptions ?

Document n°1 : Extraits des mémoires de Charles de Gaulle

Dans ses mémoires Charles de Gaulle rappelle quelques grands traits du gouvernement de la France après la Seconde Guerre mondiale.

« On peut dire qu'un trait essentiel de la résistance française est la volonté de rénovation sociale. Mais il faut la traduire en actes. Or, en raison de mes pouvoirs et du crédit¹ que m'ouvre l'opinion, j'ai les moyens de le faire. [...]

Étant donné que l'activité du pays dépend du charbon, du courant électrique, du gaz, du pétrole et dépendra un jour de la fission de l'atome, que pour porter l'économie française au niveau qu'exige le progrès ces sources doivent être développées, qu'il y faut des dépenses et des travaux que seule la collectivité est en mesure d'accomplir, la nationalisation s'impose.

Dans le même ordre d'idée, l'État se voit attribuer la direction du crédit. En effet, dès lors qu'il lui incombe de financer lui-même les investissements les plus lourds, il doit en recevoir directement les moyens. Ce sera fait par la nationalisation de la Banque de France et des grands établissements de crédit. [...]

Enfin, pour amener l'économie nouvelle à s'investir, c'est-à-dire à prélever sur le présent afin de bâtir l'avenir, le « Haut-commissariat au Plan d'équipement et de modernisation » sera créé pendant cette même année. Mais il n'y a pas de progrès véritable si ceux qui le font de leurs mains ne doivent pas y trouver leur compte. Le gouvernement de la Libération entend qu'il en soit ainsi, non seulement par des augmentations de salaires, mais surtout par des institutions qui modifient profondément la condition ouvrière. L'année 1945 voit refondre entièrement et étendre à des domaines multiples le régime des assurances sociales. Tout salarié en sera obligatoirement couvert. Ainsi disparaît l'angoisse, aussi ancienne que l'espèce humaine, que la maladie, l'accident, la vieillesse, le chômage faisaient peser sur les laborieux. [...] D'autre part, un système complet d'allocations familiales est alors mis en vigueur. »

Source : Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, Le Salut, 1944-1946*, Plon, 1959

¹ « ...crédit que m'ouvre l'opinion » : crédit a ici le sens de « confiance de l'opinion » et non le sens financier que le mot prend dans le reste du texte.

Document n°2 : Déclaration de politique générale du premier ministre Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale, 9 avril 1986.

Le RPR, parti gaulliste, a remporté les élections législatives de 1986. Jacques Chirac, issu du RPR, est alors nommé premier ministre par le président François Mitterrand.

« Depuis des décennies – certains diront même des siècles –, la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. Qu'il s'agisse de l'économie ou de l'éducation, de la culture ou de la recherche, des technologies nouvelles ou de la défense de l'environnement, c'est toujours vers l'État que s'est tourné le citoyen pour demander idées et subsides¹. Peu à peu, s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée², où le pouvoir s'est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations. Ce système de gouvernement, qui est en même temps un modèle social, n'est pas dénué de qualités : il flatte notre goût national pour l'égalité ; il assure pérennité et stabilité au corps social ; il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-Providence.

Mais il présente deux défauts rédhibitoires³ : il se détruit lui-même, par obésité⁴ ; et surtout, il menace d'amoinrir les libertés individuelles.

Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. Par un de ces paradoxes dont l'histoire a le secret, c'est précisément au moment où la socialisation semblait triompher que le besoin d'autonomie personnelle, nourri par l'élévation du niveau de culture et d'éducation, s'exprime avec le plus de force. Voilà d'où naissent sans aucun doute les tensions qui travaillent notre société depuis des années : collectivisation² accrue de la vie quotidienne mais, inversement, recherche d'un nouvel équilibre entre les exigences de la justice pour tous et l'aspiration à plus de liberté pour chacun. »

Source : Serge Bernstein, *Le gaullisme*, documentation photographique n°8050, 2006.

¹ Subside : aide financière

² Collectivisée, collectivisation : références au modèle soviétique, utilisées comme argument dans le débat politique

³ Rédhibitoire : inacceptable

⁴ Idée que le dirigisme accroîtrait le poids de l'État et le rendrait moins efficace.